



**POLITIQUE DE VOTE
AUX ASSEMBLEES GENERALES
DES SOCIETES COTEES**

APICAP

Société de gestion agréée par l'AMF sous le n° GP-01-033

Société par actions simplifiée au capital de 764.338 €

Siège social : 2, rue Goethe – 75116 PARIS

RCS Paris B 438 749 962

www.apicap.fr

SOMMAIRE

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE DE GESTION LUI PERMETTANT D'EXERCER LES DROITS DE VOTE.....	4
II. PERIMETRE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE.....	4
III. POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE.....	5
IV. GESTION DES CONFLITS D'INTERET	6
V. MODE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE.....	7
VI. MODALITES DE COMMUNICATION AUX TIERS	7

Références légales et réglementaires

Code Monétaire et Financier, article L.533-22

Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, art 319-21 à 319-24, 321-132 à 321-134 et 321-158

Position-recommandation AMF DOC-2005-19

Code de Déontologie de France Invest et Règlement de déontologie des SGP intervenant dans le Capital Investissement

APICAP, en qualité de société de gestion de FCPR, FPCI, FIP et FCPI, est amenée, du fait des investissements qu'elle effectue pour le compte des fonds sous gestion, à détenir des titres dans des sociétés cotées sur un marché réglementé.

En conséquence, et en application des dispositions légales et réglementaires, ce document présente les conditions dans lesquelles la société de gestion entend exercer les droits de vote attachés à ces titres cotés détenus par les FIA et les mandats dont elle assure la gestion.

L'intérêt des porteurs de parts / actionnaires FIA et mandants est le souci principal de cette politique de vote.

La politique de vote aux assemblées générales sera actualisée régulièrement en fonction de l'évolution de la réglementation applicable.

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE DE GESTION LUI PERMETTANT D'EXERCER LES DROITS DE VOTE

Chaque membre de l'Equipe de gestion est en charge d'instruire et d'analyser les résolutions présentées par les dirigeants des entreprises cotées dans lesquelles les fonds gérés par la société sont investis, pour chacune des participations dont il assure le suivi.

Il examine chaque résolution à la lumière de la politique de vote établie par la société de gestion, et de sa connaissance approfondie de la société et de ses activités. En cas de doute quant à la conformité avec la politique de vote, il interroge le RCCI.

Au cas où le membre de l'Equipe de gestion envisagerait de voter de manière non conforme à la politique de vote, il porterait le point à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Equipe de gestion, pour discussion et validation.

Chaque membre de l'Equipe de gestion est responsable de la demande de l'attestation de participation pour les titres au porteur, transmise au dépositaire des fonds concernés, dans le cadre de la réglementation en vigueur et dans les délais applicables.

Le vote en assemblée générale est effectué par le membre de l'Equipe de gestion qui assure le suivi de la participation concernée, ou par tout autre salarié de la société de gestion à qui pouvoir aura été donné à cet effet.

II. PERIMETRE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

APICAP participe au vote dans les assemblées générales des sociétés présentes dans les portefeuilles des FIA et des mandats pour lesquels elle assure la gestion, et dont les titres sont négociés sur un marché réglementé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace européen ou un marché étranger reconnu, compte tenu des critères suivants :

Critères de détention et d'emprise

La société de gestion se réserve le droit de ne pas voter aux assemblées générales d'une société en portefeuille dont :

- dont les fonds sous gestion détiennent collectivement moins de 5% du capital,
- ET
- représentant moins de 2,5% de l'actif de chacun des fonds sous gestion.

En effet, la société de gestion préfère réserver l'exercice des droits de vote aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation significative.

Critère géographique

La société de gestion se réserve le droit de ne pas voter aux assemblées générales des sociétés étrangères.

En effet, la société de gestion préfère différer l'exercice des droits de vote, en raison des contraintes liées à certaines législations étrangères et des difficultés d'ordre pratique liées à cet exercice (complexité de la procédure d'immobilisation des titres, documents nécessaires au vote établis en langues étrangères, coûts associés au vote).

III. POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La politique d'exercice des droits de vote établie par APICAP se réfère avant tout aux principes de gouvernance d'entreprise et de transparence des informations délivrées par la société en portefeuille.

Les votes effectués en assemblées générales dépendent de l'analyse particulière de chacune des résolutions proposées par les organes sociaux, au regard des principes énoncés ci-dessus et de leur impact potentiel sur l'évolution de la société et de son activité.

Par conséquent, les différents types de résolution, tels que listés dans les articles 319-21 et 321-132 du Règlement général de l'AMF, ne donnent pas lieu à un vote standardisé.

Toutefois, APICAP a établi un certain nombre de directives à appliquer dans les cas particuliers suivants.

Décisions entraînant une modification des statuts

APICAP, attachée au principe « une action = une voix », préconise un vote défavorable aux résolutions visant à introduire :

- une limitation du droit de vote,
- des actions à dividende majoré,
- des actions à droit de vote double.

APICAP préconise un vote défavorable ou une abstention à toute résolution visant à modifier la forme sociale de la société (ex. transformation en SCA).

APICAP préconise un vote défavorable à toute résolution visant à introduire un dispositif « anti-OPA » (ex. dispositif dit de « pilule empoisonnée »).

Approbaton des comptes et affectation du résultat

APICAP préconise un vote défavorable ou une abstention aux résolutions d'approbaton des comptes et d'affectation du résultat dans le cas où les commissaires aux comptes auraient émis un refus de certification ou une réserve dans leur rapport sur les comptes annuels.

Nomination et révocation des organes sociaux

APICAP préconise un vote favorable aux résolutions relatives aux rémunérations des dirigeants dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- transparence quant aux montants et aux modes de calcul des rémunérations directes, indirectes ou différées,
- cohérence avec les pratiques du secteur et du pays concernés,

- évolution liée à la valeur de la société.

Conventions réglementées

Les résolutions relatives aux conventions réglementées font l'objet d'un examen au cas par cas.

Programmes d'émission et de rachat des titres de capital

APICAP préconise un vote défavorable aux résolutions visant à autoriser toute augmentation de capital, avec maintien ou suppression du DPS, si la durée de l'autorisation est supérieure à 3 ans.

APICAP préconise un vote défavorable aux résolutions visant à autoriser une augmentation de capital avec suppression du DPS si cette augmentation de capital est supérieure à 100% du capital actuel.

APICAP préconise un vote défavorable aux résolutions visant à introduire un plan de souscription d'actions destiné aux dirigeants prévoyant une décote sur le prix de souscription par rapport au cours du marché.

APICAP préconise un vote défavorable aux résolutions visant à introduire un plan d'attribution gratuite d'actions lorsque ces attributions dépassent 5 % du capital au cours de la période pour laquelle l'autorisation de distribution est demandée.

Désignation des contrôleurs légaux des comptes

Les résolutions relatives à la désignation des contrôleurs légaux des comptes font l'objet d'un examen au cas par cas.

Enfin, de façon générale, APICAP préconise un vote défavorable ou une abstention aux résolutions groupées qui incluent une proposition importante et inacceptable.

IV. GESTION DES CONFLITS D'INTERET

APICAP est une société de gestion indépendante, dont le capital est détenu par ses dirigeants et salariés. Elle ne dépend donc d'aucun établissement bancaire ou financier aux domaines d'activité diversifiés pouvant être à l'origine de conflits d'intérêts.

La société s'est dotée d'une Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts (disponible sur son site internet www.apicap.fr) à des fins d'identifier, prévenir et gérer les conflits d'intérêts susceptibles de survenir dans l'exercice de ses activités.

Tous les collaborateurs de la société sont par ailleurs signataires du Règlement de Déontologie, établi par la société en conformité avec le Code de Déontologie de France Invest. Ils doivent à ce titre déclarer chaque année :

- n'avoir perçu aucune rémunération provenant directement ou indirectement des sociétés des portefeuilles gérés par APICAP,
- n'avoir reçu aucun cadeau ou bénéficié d'aucun avantage provenant des portefeuilles gérés par APICAP ou des prestataires en relation avec la gestion des fonds,
- la liste de leurs comptes-titres, des titres et mandats détenus ainsi que les transactions réalisées pour leur compte.

Tous les collaborateurs sont, par ailleurs, soumis à des règles strictes concernant les opérations / transactions qu'ils sont susceptible de réaliser sur les marchés financiers pour leur compte.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la société de gestion a ainsi mis en place un dispositif lui permettant d'encadrer la survenance de conflits d'intérêt pouvant affecter le libre exercice des droits de vote.

Si toutefois une situation de conflit d'intérêt venait à se produire, le cas particulier serait précisément décrit et soumis au RCCI, qui prendrait en toute indépendance les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation, en accord avec les dirigeants de la société.

V. MODE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

APICAP exerce les droits de vote indifféremment par présence physique aux assemblées générales, par correspondance ou par procuration, en fonction des circonstances particulières à chaque assemblée générale.

VI. MODALITES DE COMMUNICATION AUX TIERS

La Politique de vote aux assemblées générales est accessible aux investisseurs, sur le site Internet de la Société (www.apicap.fr) ou en consultation et sur demande préalable dans les locaux de la Société.